

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/LTU/17

1er octobre 1997

(97-4109)

---

Groupe de travail de l'accession de la Lituanie

Original: anglais

## ACCESSION DE LA LITUANIE

### Le processus de privatisation en Lituanie (1991-31 juillet 1997)

A l'heure actuelle, l'activité du secteur privé représente près de 70 pour cent du PIB.

#### La privatisation dans les secteurs de l'industrie et des services

La Lituanie a rapidement pris des mesures pour commencer à privatiser les secteurs de l'industrie et des services. Le gouvernement a d'abord fait porter ses efforts sur la privatisation des petites et moyennes entreprises: au milieu de 1997, 5 872 d'entre elles avaient été privatisées (dont 2 944 entièrement et 2 928 partiellement); leur capital représentait près d'un quart du capital total des 8 065 entreprises qui appartenaient à l'Etat avant la privatisation.

Dans une première étape, la privatisation a été réalisée par distribution de coupons aux employés et cadres des entreprises ainsi qu'aux ressortissants lituaniens mais, à partir de 1995, d'autres méthodes ont été utilisées, notamment la vente d'actions contre espèces, permettant la participation d'investisseurs étrangers (deuxième étape). Les tableaux 1 et 2 donnent des renseignements sur les privatisations réalisés au cours de chaque étape; ils sont ventilés par secteur (industriel ou de services) et indiquent le niveau de privatisation atteint dans chaque secteur (dans certains cas, en attendant la privatisation complète, le gouvernement conserve temporairement des parts dans les nouvelles sociétés par action).

En 1996, se fondant sur la réussite de la privatisation des petites et moyennes entreprises, le gouvernement a préparé un plan de privatisation de 13 grandes entreprises stratégiques des secteurs de l'industrie et des services: énergie, communications, transports et autres (la liste en est donnée au tableau 3). Dans la plupart des cas, l'Etat a encore une participation importante (de 80 à 100 pour cent) dans ces entreprises. La privatisation se fait contre espèces et elle est ouverte aux investisseurs lituaniens et étrangers. En plus des entreprises nommées au tableau 3, le gouvernement a lancé un programme visant à privatiser les trois banques commerciales lituaniennes: la Banque commerciale d'Etat, la Caisse d'épargne et le Crédit agricole. Le processus de privatisation de ces 13 entreprises publiques et des banques va sans doute prendre du temps mais, lorsqu'il sera terminé, la majorité du capital des entreprises publiques sera passé au secteur privé.

En 2000, le gouvernement décidera si de nouvelles privatisations doivent être envisagées. Il ne reste à l'heure actuelle que 157 entreprises qui ne sont pas incluses dans les plans de privatisation. Parmi elles, on trouve des entités stratégiques telles que la centrale nucléaire, les "Lietuvos pastas" (postes lituaniennes), les aéroports, les chemins de fer et leur infrastructure, les pipe-lines, les lignes électriques, les ports de mer, etc.

Tableau 1

Niveau de privatisation (1991-31 juillet 1997)  
(entreprises entièrement et partiellement privatisées)

Secteurs	Première étape de la privatisation 1991-août 1996		Deuxième étape de la privatisation août 1996-31 juillet 1997		Pourcentage des capitaux privatisés
	Nombre d'entreprises	Capital (millions de LTL)	Nombre d'entreprises	Capital (millions de LTL)	
Industrie	793	1 984,2	20	13,1	87%
Transports	161	128,2	2	0,015	31%
Construction	600	339,3	14	0,61	98%
Commerce	1 721	226,9	45	3,38	77%
Services publics	345	34,8	5	0,262	29%
Services	991	57,5	5	0,234	98%
Autres	1 103	612,1	67	4,0	96%
Total	5 714	3 383	158	21,6	73% (moyenne)

Tableau 2

Entreprises entièrement privatisées (1991-31 juillet 1997)  
(entreprises entièrement privatisées incluses dans le tableau 1; nombre d'entreprises)

Secteurs	Première phase de la privatisation (1991-août 1996)	Deuxième phase de la privatisation (août 1996-31 juillet 1997)	Total
Industrie	58	20	78
Transports	10	2	12
Construction	21	14	35
Commerce	1 107	45	1 152
Services publics	264	5	269
Services	787	5	792
Autres	539	67	606
Total	2 786	158	2 944

Tableau 3

Entreprises des secteurs de l'énergie, des communications, des transports et autres grandes entreprises devant être privatisées en 1997-1998 par adjudication internationale  
(Résolution n° 109 du 11 février 1997)

	Nom de l'entreprise, domaine d'activité	Capital (en milliers de LTL)	Part du capital à privatiser détenu par l'Etat ou les municipalités
1.	Société par actions "Geonafra" (entretien pompes et compresseurs, travaux de reconnaissance géologique)	22 288,7	81,3%
2.	Entreprise d'Etat "Lietuvos radijo ir televizijos centras" (services techniques dans les communications)	57 317,6	100%
3.	Entreprise d'Etat "Lietuvos telekomas" (communications)	757 330,8	100%
4.	Société par actions "Mazeikiu nafta" (raffinage pétrole)	406 000,0	90%
6.	Société par actions "Klaipedos smelte" (transports maritimes)	38 028,8	89,5%
7.	Société par actions "Vakaru laivu remontas" (transports maritimes)	83 253,4	92,8%
8.	Société par actions "Lietuvos juru laivininkyste" (transports maritimes)	471 343,3	80,0%
9.	Société par actions "Lietuvos avialinijos" (transport aérien des voyageurs)	76 538,3	100%
10.	Société par actions "Aviakompanija Lietuva" (transport aérien des voyageurs et des marchandises)	2 766,4	100%
11.	Société par actions "Viesbutis Lietuva" (hôtels, activités des agences de voyage)	26 905,8	70,0%
12.	Société par actions "Kauno aviacijos gamykla" (entretien des avions)	17 760,7	100%
13.	Société par actions "Laivite" (construction navale, entretien des navires)	344 590,8	32,5%

#### Privatisation du secteur agricole

La privatisation du secteur agricole se poursuit. Elle a été subdivisée en:

- privatisation des terres;
- privatisation des fermes d'Etat; et
- privatisation des entreprises agroalimentaires.

La privatisation des terres peut prendre trois formes: restitution des terrains à leurs anciens propriétaires; vente aux enchères de parcelles constructibles; terrains de jardins collectifs.

Selon les statistiques du 1er janvier 1997, l'Etat détenait 62,3 pour cent des terres (avant tout forêts, terrains urbanisés, fermes d'Etat (voir plus bas), terrains utilisés à des fins scientifiques, terrains

renfermant des ressources naturelles). La privatisation du reste des terres va s'accélérer après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

La privatisation des fermes d'Etat (collectives et soviets) était terminée pour la plus grande partie en 1993 et, en juillet 1997, le gouvernement avait entièrement privatisé 99,7 pour cent des exploitations agricoles d'Etat. Elles avaient été transformées en partenariats agricoles (sociétés par actions) (2 500), en coopératives (225) ou en exploitations individuelles (150 000).

L'Etat avait exclu du processus de privatisation les avoirs qu'il avait dans: i) 19 exploitations agricoles expérimentales d'institutions de recherche agricole; ii) 54 exploitations pédagogiques d'écoles d'agriculture; iii) huit exploitations de sélection génétique.

A la même date (juillet 1997), la Lituanie avait accompli des progrès importants dans la privatisation de 287 entreprises de transformation de produits alimentaires (viande, lait, céréales, tri des récoltes, etc.) et entreprises de services agricoles (services fournis à la demande des exploitants, coopératives et partenariats agricoles: culture mécanisée des terres, engrais, etc.). Ces 287 entreprises représentaient la totalité des avoirs de l'Etat dans le secteur de la transformation des produits agricoles.

A l'origine, jusqu'à 50 pour cent du capital de 234 entreprises avaient été offerts aux agriculteurs sur une base préférentielle (principalement en souscription) afin d'intégrer la production d'intrants, la fourniture de services agricoles et la transformation des produits alimentaires. A partir de 1995, la privatisation s'est faite contre espèces, avec participation d'investisseurs tant lituaniens qu'étrangers. Certaines entreprises ont été intégralement privatisées, d'autres ne l'ont été que partiellement, mais, à terme, elles devraient l'être totalement.

Le tableau 4 ci-dessous montre le degré de privatisation de chaque sous-secteur. Ne sont pas incluses les quelques entreprises de traitement des produits alimentaires dans lesquelles le gouvernement conserve, pour diverses raisons, une participation importante. Par exemple, pour conserver son influence, le gouvernement conserve 85 pour cent des actions dans le secteur de la production des boissons alcooliques, 70 pour cent dans celui du raffinage du pétrole et 70 pour cent dans celui du traitement primaire des céréales (dans la société par actions "Jonavos grūdai" qui a repris les fonctions de stockage et de reconstitution des réserves de l'Etat).

Tableau 4

Degré de privatisation dans les sous-secteurs de l'agro-industrie  
(juillet 1997)  
(pourcentage du capital de chaque sous-secteur transféré au secteur privé)

Entreprises de services agricoles	89%
Culture de semences	99%
Traitement de la viande	82%
Traitement des produits laitiers	77%
Traitement des céréales	95%
Boulangerie	80%
Brasserie	80%
Confiserie	80%
Secteur du lin	98%
Raffinage du sucre	44%
	(mais devrait atteindre 90% d'ici la fin 1997 lorsque deux raffineries de sucre seront privatisées à 100%; les deux raffineries restantes seront privatisées à 80%)
Traitement des fruits et légumes	68%
	(mais ce pourcentage devrait augmenter d'ici la fin de 1997, lorsque deux des cinq entreprises de traitement des fruits et légumes seront privatisées à 100%)